

Stabilité, changement social et séparatisme dans les sociétés développées : le cas québécois

John Sigler

Volume 8, numéro 2, 1977

Le Canada et le Québec – Bilan et Prospective

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700779ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700779ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sigler, J. (1977). Stabilité, changement social et séparatisme dans les sociétés développées : le cas québécois. *Études internationales*, 8(2), 282-291.
<https://doi.org/10.7202/700779ar>

STABILITÉ, CHANGEMENT SOCIAL ET SÉPARATISME DANS LES SOCIÉTÉS DÉVELOPPÉES : LE CAS QUÉBÉCOIS

John SIGLER *

INTRODUCTION

Dans son discours devant l'*Economic Club* de New York, en janvier 1977, le premier ministre du Québec, René Lévesque, remarquait que « dans toutes les sociétés de nos jours, la stabilité se définit comme la capacité de s'adapter au changement plutôt que comme la capacité de s'y opposer ». Cette définition est importante dans la mesure où elle touche directement au problème du principe fondamental posé par les mouvements séparatistes dans les sociétés développées – celui d'une instabilité additionnelle dans un univers déjà marqué par une incertitude croissante sur toute une gamme de questions. Le problème tient au fait que nous manquons d'une perspective qui soit suffisamment vaste, tendue vers l'avenir et humanisée pour pouvoir interpréter un grand nombre d'événements inattendus des dernières années. Comme le sociologue français Jacques Berque l'écrivait : « Nos théories traînent derrière nos pratiques et nos pratiques, derrière les faits ».

La réalité centrale dans un âge de transition est le changement, et toute proposition qui cherche à s'opposer au changement risque de s'avérer plus déstabilisante que celle qui suggère l'adaptation au changement. Mais les stratégies d'adaptation doivent partir d'un cadre général de compréhension du changement. C'est dans ce domaine que les sciences sociales font face à leur défi principal : la définition satisfaisante des dimensions de base du changement et de la dynamique par laquelle le changement dans certaines dimensions affecte les mutations dans d'autres. Un tel effort est appelé à soulever des controverses considérables : en effet, nous ne vivons pas à une époque de « science normale » qui définirait un consensus universel à propos d'un paradigme, de nature théorique ou méthodologique, qui permette la compréhension du changement social, économique, politique et culturel.

Parmi les changements qui affectent profondément notre compréhension ainsi que les fondements d'organisation pour traiter des questions internationales, il y a cette distinction marquée, qui s'est affirmée avec l'éclosion du système d'État-Nation en Europe de l'Ouest au XVI^e siècle, entre les questions

* Département de science politique, université Carleton, Ottawa.

internes et les relations interétatiques. L'hypothèse voulait, au départ, que le changement soit essentiellement produit par les facteurs internes et que l'État soit responsable de toute question au sein d'un territoire soigneusement délimité, qui affecterait la population sous son contrôle souverain. Cette notion, qui sous-tend le droit international actuel ainsi que tous les rapports diplomatiques, reste utile en termes de pratique politique mais elle est loin de définir convenablement les réalités politiques. Les exemples abondent. Les États-Unis ont élaboré depuis 1945 un prodigieux système de traités et de réseaux de sécurité afin de faire face à une agression interétatique éventuelle. Pourtant, les forces armées américaines, reflétant des préoccupations plus réelles, ont été surtout impliquées dans des guerres civiles et dans de la violence intra-étatique, sans que l'on nie bien sûr, l'existence de liens entre les forces d'insurrection et des États étrangers ou d'autres mouvements politiques. La manifestation de violence a souvent comme origine des lignes accusées de clivages au sein des sociétés. Des décisions sur l'investissement par des sociétés multinationales, que l'on accuse d'être des agents de l'impérialisme ou des firmes fantômes, tout dépendant de quel côté de l'État soi-disant souverain on se trouve, sont aussi profondément affectées par les conditions de stabilité sociale, économique et politique au sein des sociétés que par des considérations internationales du marché. Ce n'est pas par hasard que, lorsque Harold Guetzkow et Raymond Tanter entreprirent une recherche au nom d'un groupe de spécialistes américains en sciences sociales pour établir la liste des questions pertinentes au plan politique qui pourraient réduire l'écart croissant entre les universités et le gouvernement, la grande majorité des questions identifiées susceptibles de faire l'objet d'une recherche par le Bureau de recherche et de renseignements du Secrétariat portaient sur ce que la science sociale appelle d'habitude les questions exclusivement internes dans des sociétés à l'extérieur des États-Unis.

Le processus d'influence est réciproque – le changement social et les clivages sociaux au sein des sociétés sont affectés par les forces internationales et transnationales. L'explosion de population n'est pas un phénomène indigène mais le résultat du réseau complexe qui a vu l'introduction des pratiques médicales avancées de l'Ouest dans les sociétés traditionnelles avec comme conséquence, la chute des taux de mortalité, sans pour autant affecter les préceptes culturels traditionnels régissant la natalité. Les communications et l'alphabétisation sont également des produits occidentaux qui ont des conséquences considérables pour le niveau d'espérances socio-économiques et qui fournissent des critères de comparaison ou des cadres de référence bien au-delà des frontières de la société traditionnelle.

Face à la complexité des nouveaux acteurs et des nouvelles forces transnationales, de nombreux universitaires ont décidé d'abandonner ce que l'on appelle le modèle de la « boule de billard » des relations interétatiques pour adopter un nouveau modèle de la politique globale qui est conçue comme un réseau complexe d'interactions sociales. Les individus, les groupes sociaux, les firmes, les partis politiques de même que les États-acteurs interagissent à travers tous les niveaux sur une vaste gamme de problèmes. Le contrôle demeure

cependant dans les mains d'une bureaucratie étatique fragmentée et de plus en plus dépassée.

Dans un effort pour conceptualiser les problèmes urbains. Robert Dahl constatait :

Toute unité que vous choisissiez plus petite que le globe lui-même – et cette exception peut être temporaire – peut s'avérer plus petite que les limites d'un problème urgent provoqué par les activités d'un peuple quelconque qui se situerait en dehors de l'unité en question et donc en dehors de sa juridiction.

La prolifération d'acteurs nouveaux et l'interpénétration des niveaux de la société – local, régional, national, transnational et interétatique – suscitent en elles-mêmes déjà suffisamment de problèmes dans la mesure où il faut modifier les cadres d'analyse conventionnels pour le traitement de l'information ; pourtant, on doit faire face à la difficulté croissante de différenciation entre le système politique, le système économique, le système social et le système culturel. En période de stabilité relative et de changement social lent, les distinctions analytiques entre ces aspects du comportement humain pourraient suffire pour l'examen des problèmes généraux. Il serait possible alors d'élaborer des systèmes théoriques et les organisations bureaucratiques correspondantes pour affronter les problèmes humains, en tenant compte d'un minimum d'interactions entre les systèmes ou en partant du principe qu'il y aura relativement peu de changement dans l'environnement de l'économie, de la politique ou de la culture. Le génie de la société occidentale réside dans la division du travail, dans la décomposition de systèmes complexes en composantes identifiables. Dans un environnement en mutation, cette division du travail est inopérante, aussi bien dans les bureaucraties que dans les universités où la réponse traditionnelle : « ce n'est pas de mon ressort », est de plus en plus la formule consacrée pour indiquer le déphasement plutôt que l'efficacité du système pour résoudre des problèmes. La théorie et l'analyse systémique constituent le premier effort au niveau intellectuel pour mettre de l'ordre dans la complexité. Les échecs du système au plan politique dans certains cas et avec certaines personnes (comme ce fut le cas auprès du Secrétariat à la Défense américain, dans les dernières années de l'équipe McNamara) ne devraient pas nous mener à des jugements prématurés sur l'efficacité potentielle de l'approche conceptuelle sous-jacente. Elle pourrait peut-être restructurer nos organisations et nos théories pitoyablement fragmentées et nous aider à affronter les nouvelles données du changement social. Le jargon excessif qui recouvre cette tentative est la marque de tout effort de renouvellement conceptuel alors que les termes traditionnels ont clairement perdu de leur utilité. On devrait continuellement encourager les théoriciens du système à travailler sur des problèmes réels pour leur permettre de réviser leurs concepts et leurs théories. Le modèle de Mesarovic-Pestel du système mondial dans *Stratégie pour demain*, le second rapport du Club de Rome¹, représente l'une des tentatives les plus imaginaires d'application de la

1. Mihajlo MESAROVIC et Eduard PESTEL, *Mankind at the Turning Point* ; The Second Report to the Club of Rome, New York, Signet, 1974/*Stratégie pour demain*, Le II^e rapport du Club de Rome, Éd. du Seuil, 1975.

pensée systémique aux problèmes urgents de politique à l'ordre du jour de la politique mondiale. Tout agent du service extérieur devrait lire cet ouvrage non tant en raison de la valeur des solutions qu'il propose mais plutôt pour la qualité de l'effort intellectuel sur la façon d'affronter les problèmes de complexité et de changement.

Un autre spécialiste en sciences sociales qui a fait des efforts soutenus pour traiter du nouvel ordre du jour mondial, des nouveaux acteurs et pour unifier la pensée interdisciplinaire, est le sociologue norvégien Johan Galtung. En partant d'un modèle global de la société, Galtung a continuellement cherché à renouveler les concepts qui décrivent les problèmes auxquels nous faisons face pour montrer comment les parties sont reliées à un tout tant au plan de l'harmonie que de la cacophonie. Peu d'auteurs ont eu autant d'influence sur tout un domaine que Galtung n'en a eu en relations internationales au cours de la dernière décennie, que ce soit en Amérique du Nord, en Europe, au Japon et dans le Tiers-Monde. La connaissance de ses travaux est devenue une condition *sine qua non* pour la compréhension des tendances actuelles dans la pensée et la recherche telles qu'elles s'expriment dans les principales revues de relations internationales. Un des concepts clés dans les œuvres de Galtung est celui de taux de développement différentiels. Dans un article sur l'avenir du système international écrit, il y a une décennie déjà, Galtung² évoquaient quatre formes sociétales différentes qui pouvaient être identifiées à l'intérieur des États et entre eux, en partant des primitifs pour aboutir aux sociétés industrialisées. Ces types sont « primitifs, traditionnels, modernes et néo-modernes ». Dans la forme de société primitive, la population se nourrit principalement d'une agriculture de subsistance, l'information se passe de bouche à oreille ou visuellement tandis que les us et coutumes des sociétés traditionnelles sont principalement caractérisés par les différences technologiques selon leur impact sur l'économie, les transports et les communications ainsi que la dimension de l'unité. Certains États comportent des éléments des quatre types. On constate une tendance chez les élites de la plupart des pays, en raison d'un certain isomorphisme d'éducation, à représenter les segments modernes et néo-modernes. Le segment moderne, caractérisé par la présence de secteurs industriels puissants et d'une économie fondée sur la monnaie, est le fondement essentiel de l'État-Nation. Le secteur néo-moderne, caractérisé par des emplois tertiaires et quaternaires et une économie de crédit, est de plus en plus déçu par l'État-Nation et tend à réduire son engagement, sa fidélité ou son identification à l'État en abandonnant les modes individualistes de la décennie précédente. Il peut ainsi se créer une sorte d'association des groupes professionnels, politiques ou sociaux qui pensent de la même manière d'un État à l'autre. Certains peuvent s'identifier à une entité supranationale, comme l'Europe, l'Afrique ou le monde arabe, mais il serait faux de croire que la tendance vers des unités confédérales plus grandes soit inéluctable. Les organisations internationales non gouvernementales s'accroissent beaucoup plus rapidement que les organisations

2. Johan GALTUNG, « On the Future of the International System », *Journal of Peace Research* 4, 1967, pp. 305-333.

internationales gouvernementales et, même si les implications de ce phénomène pour la structure sociale globale demeurent confuses, il augure d'une décadence dans le rôle primordial de l'État au sein des relations internationales. Au cours de la période de la « grande » politique des années cinquante et soixante, alors que la stratégie nucléaire et la sécurité étaient à l'ordre du jour, on pouvait allègrement mépriser la croissance du secteur transnational mais il n'en va plus de même de nos jours alors que les questions sociales et économiques dominent et que la prééminence de l'État est remise en cause.

Le nouvel ordre du jour a des conséquences considérables pour la paix mondiale et, c'est de ce point de départ-là, qu'il faut envisager toute nouvelle « instabilité ». Les dirigeants de l'Est comme de l'Ouest peuvent bien évoquer avec nostalgie le vieil ordre du jour ; en effet, il impliquait une stricte cohésion de l'alliance et la subordination de nombreux griefs tant entre les États qu'en leur sein, à la résolution du problème transcendant de la sécurité. Mais cette cohésion au sein des États et des alliances ne pouvait se réaliser qu'au prix de tensions avivées entre les alliances en présence. À l'âge nucléaire, le risque d'une escalade rapide du moindre incident à la confrontation totale peut être beaucoup plus élevé pour la survie que l'acceptation d'un monde caractérisé par de nombreux conflits locaux, dont peu d'entre eux pourraient gravir les étapes de l'escalade au point d'en arriver à l'utilisation massive de la force armée organisée. Dans sa théorie de l'entropie, Galtung³ soutient qu'un monde caractérisé par une multiplicité d'acteurs, de thèmes et de relations a une bien plus grande capacité d'absorption des conflits qu'un univers hiérarchisé, dominé par quelques acteurs et qui ne se préoccupe que d'un nombre limité de questions. En termes politiques plus spécifiques, on en vient donc à soutenir que la détente entraînerait un affaiblissement considérable des liens de loyauté au sein des membres d'une alliance et entre les membres entre eux. C'est alors que des griefs cachés referaient surface. C'est une thèse qui ne manque pas de force et qui a l'avantage d'être non seulement connue mais d'avoir fait l'objet de recherches encourageantes (Holsti, Hopmann et Sullivan, 1973). Cependant, Galtung va beaucoup plus loin en mettant l'accent sur la nature continue du changement social, alimenté par les innovations technologiques et suscité par le déclin d'intérêt qu'éprouvent les élites néo-modernes à l'égard de la gestion du mécanisme rouillé de l'État-Nation qui leur paraît une forme d'organisation sociale uniquement appropriée pour un certain niveau de société industrielle. Les élites qui cherchent maintenant à prendre en charge la direction politique de l'État-Nation proviennent des régions et des secteurs dédiés à l'économie industrielle. Les secteurs néo-modernes, principalement dans l'industrie de l'ordinateur et des systèmes avancés de communications en tous genres cherchent à éviter l'État-Nation plutôt qu'à le diriger. Ces changements au niveau du régionalisme et de l'origine sociale se font peut-être le plus sentir aux États-Unis où nombreux sont ceux qui ont parlé de l'avènement de la « sunbelt », où se situent les nouveaux centres industriels américains, à la direction politique à Washington. Bien que l'on interprète souvent ce changement comme le déclin

3. Johan GALTUNG, « Entropy and the General Theory of Peace », *Proceedings of the International Peace Research Association*, Assen, Van Gorcum, vol. I, pp.-3-37.

du Nord-Est américain, il se peut que ce déclin ne soit vrai qu'en rapport à la direction fédérale à Washington. Les élites de plus en plus cosmopolites du Nord-Est peuvent fort bien exercer un pouvoir croissant à l'échelle transnationale. Les tendances de déplacements internationaux à des fins professionnelles de ces élites comparativement à d'autres élites régionales constitueraient un indicateur empirique éclairant à cet égard. Il reste beaucoup de travail à faire en ce qui concerne les implications des notions d'entropie et de relations transnationales. On pourrait alléguer que la Commission trilatérale marquait un effort pour consolider la direction de ces élites transnationales mais il faut se rappeler qu'elle se limitait à une seule région du globe, celle des sociétés avancées postindustrielles, ignorant ainsi l'existence d'élites néo-modernes dans de nombreuses autres sociétés.

Selon Galtung, la condition structurelle de base pour le changement social est le désaccord croissant entre l'État et la société au niveau global. Notre langage continue à obscurcir les différences. Nous parlons de pays pauvres et de pays riches, d'États développés et d'États sous-développés. Des secteurs primitifs et traditionnels existent à l'intérieur même des États postindustriels ; il existe également des secteurs modernes et néo-modernes dans les États sous-développés. Les segments sont liés d'un pays à l'autre de même qu'à l'intérieur des États par les exigences du modèle national de développement. La coopération (à la fois symbiotique et symétrique) entre ces secteurs est difficile à réaliser. Les secteurs les plus avancés dominent généralement les secteurs les moins évolués et, si l'on se base sur les termes de l'échange, les bénéfices sont inégalement répartis. Les secteurs avancés participent davantage aux processus décisionnels. Mais les clivages entre États sont généralement plus forts qu'à l'intérieur des États en raison de différences linguistiques, religieuses et ethniques marquantes. Quand ces clivages existent dans des pays avancés, ils tendent à montrer la pauvreté de nos concepts sur le changement. C'est cette constatation qui mène à une discussion heuristique plutôt qu'empirique du cas québécois. On s'efforcera, en effet, de modifier des concepts désuets qu'analystes et politiciens utilisent à plaisir pour s'efforcer de faire face à des cas intuitivement « contre-nature » de nationalisme à un âge international. Certains cas se transforment en nationalisme, d'autres en sont issus et il est erroné de vouloir caractériser un âge complexe en cherchant à isoler une forme unique dominante. Nous devons apprendre à vivre avec la complexité qui nous entoure et éviter de la réduire à un concept ou valeur unique privilégiée. Ici comme en toutes choses de nos jours, la tolérance devant l'ambiguïté est une marque de maturité et la maturité doit être le fondement de toute direction politique fructueuse dans cette époque de transition.

Bien que les inégalités fondamentales dans la distribution des avantages matériels ou moraux, comme la déférence et le respect, aient caractérisé la relation entre les deux nations fondatrices du Canada anglais et français, la situation ne s'est vraiment politisée pour un grand nombre de gens qu'à partir du moment où l'on s'est aperçu clairement des possibilités de changement. Les injustices historiques n'acquièrent une pertinence politique qu'à partir du

moment où elles ne semblent plus constituer une partie nécessaire et acceptée d'un ordre social inhérent. La société québécoise s'est longtemps repliée sur elle-même, défiant toute comparaison avec la société dominante avec qui elle n'entretenait pas de contact – elle vivait isolée derrière les barrières de la culture traditionnelle des villages et des champs, renforcée par une solide tradition cléricale. À partir de la Deuxième Guerre mondiale, l'industrialisation, l'urbanisation, l'éducation de masse et les *mass media* allaient saper les fondements de cette culture alors que la société québécoise s'intègre peu à peu dans la société nord-américaine industrielle, de consommation de masse et essentiellement séculière. La chute rapide de l'influence de l'Église au Québec a peu de parallèles dans l'histoire récente de l'Occident. Certains intellectuels québécois s'inquiètent même que la transition ait été trop brutale. Habitué à une vie collective solide et à des formes d'autorité hiérarchisée, le Québécois peut avoir une plus grande propensité que d'autres, devant la forme actuelle de la déontologie libérale individuelle en Amérique du Nord, à chercher refuge dans des organisations collectives autoritaires, orientées vers des valeurs plus mondiales. Le mouvement ouvrier québécois, par exemple, ne partage pratiquement aucune des valeurs de ses homologues anglo-américains.

Compte tenu de ces traditions marquantes, la mobilité – de tous genres, psychique, sociale, éducative et urbaine – de la population québécoise a été parmi les plus accusées des pays occidentaux au cours des dernières décennies. Le Canada dans son ensemble a connu au cours des deux dernières décennies une croissance exceptionnelle au plan de l'éducation, particulièrement au niveau postsecondaire. Les dépenses *per capita* du Canada dans le domaine de l'éducation et de la santé en 1973 n'ont été excédées que par la Suède. Au cours de la période 1960–1972, alors que le PNB canadien a augmenté de 169,8%, les dépenses pour l'éducation ont augmenté de 414,9%. L'accroissement des inscriptions à l'Université du Québec de 1962 à 1972 passa de 8,2% du groupe d'âge universitaire à 14,5%, bien au-delà de la moyenne nationale et de celle de l'Ontario⁴. De 1966 à 1972, le nombre de diplômes de baccalauréat décernés par des universitaires québécois s'accrut de 70%, les maîtrises de 95% et les doctorats de 121%. Ces statistiques sont des indicateurs importants de l'accroissement de la compétence et des aptitudes ainsi que de la prise de conscience politique et des espérances d'un nouveau groupe important de la population. Les politiques bilingues fédérales constituent en partie un effort majeur pour assurer que les diplômés de ces universités puissent s'édifier une carrière prometteuse dans la fonction publique fédérale.

Ainsi que Karl Deutsch l'a récemment si bien écrit :

Vous ne pouvez vous attendre à de l'unité dans un pays où le gouvernement est anglais le jour et français la nuit.

Il suffit de connaître l'équation linguistique et la stratification de la force de travail dans la région d'Ottawa-Hull pour comprendre la perspicacité de cette

4. STATISTIQUE CANADA, *L'éducation au Canada*, 1975, p. 175.

observation. Les différences dans Montréal sont encore plus accusées et plus patentées. La présence d'une population riche, non francophone au Québec affecte sérieusement le recours à des statistiques provinciales pour faire des comparaisons entre groupes linguistiques au Canada. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (vol. 3A, 1969) a fait un travail prometteur dans ce domaine, qui mériterait d'être mis à jour. Le revenu moyen du travail du salarié masculin par origine ethnique au Québec en 1961 était comme suit :

	<i>Revenu de travail</i>	
	<i>Dollars</i>	<i>Indice</i>
Toutes origines	3 469	100,0
Britanniques	4 940	142,4
Scandinaves	4 939	142,4
Néerlandais	4 891	140,9
Juifs	4 851	139,8
Russes	4 828	139,1
Allemands	4 254	122,6
Polonais	3 894	114,8
Asiatiques	3 734	107,6
Ukrainiens	3 733	107,6
Autres Européens	3 547	101,9
Français	3 185	91,8
Italiens	2 938	84,6
Indiens	2 112	60,8

Parmi les professionnels dans la région de Montréal en 1961, ceux d'origine française gagnaient considérablement moins que ceux d'origine anglaise qu'il s'agisse d'ingénieurs, d'architectes ou de médecins. Moins de 8% des francophones détenaient des postes professionnels comparativement à 17% pour les anglophones. Il faut se souvenir que les différences de revenus et d'emplois au Québec par groupe ethnique sont plus accusées que celles qui s'appliquent au Canada dans son ensemble. La mosaïque est en fait plus verticale dans la région où elle est la plus visible et cela ne peut qu'exacerber les tensions linguistiques.

Les données sur la propriété des établissements au Québec sont encore plus révélatrices. Les établissements appartenant à des Canadiens français occupaient 47% de la population active mais se concentraient surtout dans l'agriculture et dans les industries des services. 15,4% seulement des industries manufacturières appartenaient à des Canadiens français, 42,8% à des Canadiens anglais et 41,8% à des étrangers, principalement des Américains. Les Canadiens français n'occupaient encore récemment que 20% des postes de gestion remplis au Québec. La volonté de faire du français la langue des affaires au Québec, exprimée aussi bien par la Loi 22 du gouvernement libéral que par la nouvelle

loi déposée par le gouvernement péquiste, peut être reliée directement à ces problèmes de blocage au niveau de la mobilité d'emploi. On ne peut s'étonner que de nombreux jeunes diplômés au Québec ont été absorbés par la bureaucratie croissante – jeune et dynamique – du gouvernement provincial à Québec. La haute direction politique à Ottawa comme celle du cabinet péquiste révèlent toutes deux une formation et une expérience universitaire élevées. Assez étrangement, les arguments les plus vifs au Canada entre les cosmopolites et les nationalistes s'échangent entre ces deux groupes d'intellectuels québécois. Le type d'indépendance maintenant prôné par le parti québécois trouve son expression dans les discours et les écrits d'intellectuels bilingues, éduqués à travers le monde. Son principal appui lui vient d'une jeunesse québécoise de plus en plus éduquée. Avec une génération d'intellectuels francophones au pouvoir à Ottawa, il peut sembler à la génération suivante d'intellectuels que la route est déjà bloquée à moins que de se tourner vers une source différente de pouvoir et d'influence, plus près de chez soi. C'est un phénomène assez typique dans le Tiers-Monde alors que la succession politique passe d'une génération de colonels à l'autre. Dès que les routes qui permettent d'exprimer et de développer des talents sont bloquées pour ceux qui ont des ambitions reliées au principe de la participation à tous les échelons de la vie sociale, on peut s'attendre à une très forte concurrence aux postes clés et à des pressions en faveur d'une décentralisation et d'une redistribution de l'autorité pour permettre la participation effective d'un plus grand nombre de gens compétents. On peut attribuer à ce phénomène l'intérêt vif et la participation soutenue à la politique et aux affaires urbaines aux États-Unis depuis peu de temps. C'est avec soulagement et plaisir que l'on devrait accueillir de tels efforts de renouveau, qu'ils s'expriment en termes de pouvoir communautaire, de pouvoir provincial, de pouvoir ethnique, de puissance féminine ; en effet, les centres décisionnels centralisés et surchargés ont perdu une bonne part de leur capacité de faire face à l'ampleur des problèmes qu'engendre maintenant le changement social généralisé. Le génie de la société libérale dans le passé a été de pouvoir intégrer les groupes ascendants à des schémas de participation sans qu'il s'en suive pour autant de chaos social. La capacité d'adaptation des élites existantes est fortement liée à leur propre capacité de se développer et de changer d'agir, en fonction des innovations et des nouvelles formes d'entreprises. Dans ce sens, la perte apparente de volonté de la part des élites en place n'annonce rien de très bon pour la stabilité à l'avenir. Les sources de l'instabilité résident moins chez les nouveaux groupes et leurs exigences que dans l'attitude de défense et de retranchement de la part des élites au pouvoir qui renoncent à la créativité et à l'adaptation. Les jeux à somme nulle et toute la conception théorique qui s'en inspire risquent d'être parmi les notions les plus pernicieuses. Même si la conservation des ressources non renouvelables est évidemment nécessaire, l'éthique de la croissance zéro liée à une définition particulièrement étroite des ressources peut être particulièrement dangereuse dans la mesure où non seulement elle inhibe la créativité en faveur du changement chez les nantis mais aussi parce qu'elle accroît les frustrations des démunis à qui l'on dit que

l'on ne fera pas le moindre cas de leur demande d'une part plus grande du « gâteau terrestre ⁵ ».

En dernière analyse, la séparation du Québec et du Canada se décidera beaucoup moins au nom de considérations sur les injustices du passé ou sur l'état actuel des relations fédérales-provinciales ou encore des personnalités en présence que d'après les espérances de la population québécoise face à l'avenir – qu'il s'agisse des problèmes croissants du chômage, des espoirs d'une vie meilleure sous une forme quelconque d'association avec le Canada. Cela dépend aussi du type de vision que les dirigeants canadiens de demain sauront projeter. À l'heure actuelle, cette image canadienne de l'Avenir dépend pour une bonne part du type d'image de l'avenir qu'ils entretiennent de l'association continue avec le voisin du sud, de même qu'avec le reste du monde. Une fois de plus, à cet égard, comme face à toute la question, les mots précurseurs et prophétiques de Stuart Chase viennent à l'esprit :

Il est grand temps de concevoir une formule qui puisse combiner la fierté et l'autonomie locale avec la coopération planétaire. En outre, cette formule doit s'appliquer à toutes les nations de la terre, petites et grandes ⁶.

5. Karl DEUTSCH, « On Inequality and Limited Growth : Some World Political Effects », *International Studies Quarterly* 19, december, 1975, pp. 381-388 ; Herman KAHN, William BROWN, and Leon MARTEL, *The Next 200 Years : A Scenario for America and the World*, New York, Morrow, 1976.

6. Stuart CHASE, *Some Things Worth Knowing*, New York, Harper, 1958, p. 208.